

Le pouvoir aux travailleurs

29 DEC 1999

N° 70

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA FIN SANS GLOIRE D'UNE CRAPULE	2 - 4
- LE RÉGIME MILITAIRE S'INSTALLE	5 - 7
- LA DERNIERE RODOMONTADE DE BEDIE AVANT SON EVICTION	7
- LES MILITAIRES AU POUVOIR NE METTRONT PAS FIN A LA CORRUPTION ET AUX DETOURNEMENTS DE FOND ..	7 - 8
- AVEC OU SANS BEDIE, AUX PAUVRE DE PAYER !	8
- GUEI, AVEC GBAGBO ET OUATTARA OU PAS, EST DANS LE MEME CAMPS QUE BEDIE : CELUI DES RICHES	8
- BONGO "TOLERE" LE POUVOIR MILITAIRE ... EN COTE D'IVOIRE	9
- KONARE EMBARASSE PAR UN "AMI" INDESIRABLE	9
- GBAGBO, UN DEMAGOGUE AU SERVICE DES RICHES	10
- LE SON DE LA XENOPHOBIE : BEDIE, GBAGBO, MEME SON DE CLOCHE !	10
- PAROLE DE CES GENS QUI NOUS GOUVERNENT	11
- LES POLITICIENS AUX ORDRES DES CAPITALISTES : L'EXEMPLE DU GROUPE IPS	11 - 12
- LE GROUPE SIFCA : CA MARCHE POUR EUX	12
- BURKINA FASO : UN AN APRES L'ASSASSINAT DE NORBERT ZONGO	13 - 14
- TCHETCHENIE : LA POPULATION ECRASEE POUR REMPORTER LES ELECTIONS	14 - 15

LA FIN SANS GLOIRE D'UNE CRAPULE

Bédié chassé, personne dans les classes laborieuses ne le regrettera.

L'enrichissement de sa famille et de sa clique, par le pillage des caisses de l'Etat, par les combines, par les pots de vin, est d'autant plus scandaleux que l'écrasante majorité de la population de la Côte d'Ivoire vit dans une misère sans nom. Lui qui, pour garder le pouvoir aux élections présidentielles face à la menace électorale représentée par Ouattara, attise depuis des mois l'ethnisme et la xénophobie, porte une responsabilité majeure dans la montée de ces sentiments qui constituent une menace mortelle pour toute la société. Mais le coup fatal pour Bédié n'est pas venu des élections. Le coup de force des militaires a rappelé que ce n'est pas dans les urnes que se décide le véritable pouvoir.

Mais Bédié n'était pas seulement le voleur que dénonçaient ceux qui ont manifesté leur joie à sa chute (bien que voleur, gros voleur, il l'est). Il n'était pas seulement le tenant d'un régime qui foulait au pied les libertés élémentaires et dont l'attitude vis à vis d'une opposition, pourtant respectueuse et lâche, montrait que la "démocratie ivoirienne" a toujours été une caricature de démocratie, même au sens que les bourgeois donnent à ce mot.

Il était surtout le chef d'un Etat tout entier au service des riches et des possédants.

Par la grâce des 233 mutins de l'armée qui ont donné à Guéi l'occasion de prendre le pouvoir, l'Etat a changé de chef. Mais l'Etat, lui, n'a pas changé.

Voilà pour quoi ceux qui, dans les classes populaires, se sont réjouis de l'avènement d'un homme et peut-être, d'un régime nouveau et qui ont crié "Vive Robert Guéi" et qui voient en lui un libérateur, se préparent à de grosses déceptions. Ce n'est certainement pas pour prendre des mesures en faveur des classes laborieuses et des masses pauvres que l'armée a porté Guéi au pouvoir. C'est au contraire pour les contenir.

Il importe peu de savoir si Guéi a été lui-même à l'origine du coup d'Etat ou s'il a seulement profité de la situation créée par la mutinerie. Les militaires mutinés, anciens des commandos d'intervention envoyés en Centrafrique pour le compte de l'ONU, voulaient surtout toucher la prime que la clique de Bédié s'appropriait à leur voler. Mais si toute la hiérarchie

militaire s'est si rapidement ralliée, y compris la gendarmerie qui constituait la garde prétorien de Bédié, c'est que ses chefs estimaient que Guéi était capable de canaliser la mutinerie et maintenir l'unité de l'armée. Et les appels de Bédié "à la résistance" tombaient d'autant plus à plat que la classe possédante ne voulait surtout pas d'une armée divisée, opposant des unités les unes aux autres en fonction de leur inclination politique, créant ainsi un vide de pouvoir.

Car il a suffi des quelques heures d'anarchie créée le jeudi 24 décembre par les militaires mutinés pour que la hiérarchie de l'armée et les possédants, entrevoient le spectre d'une explosion populaire incontrôlable.

Les premiers qui ont profité des quelques heures d'absence apparente du pouvoir pour piller étaient sans doute les voyous, habitués surtout à racketter les petites gens et qui pouvaient là porter leurs exploits vers les quartiers plus lucratifs. Mais par la brèche ouverte se sont engouffrés bien d'autres, venus des quartiers pauvres qui ont vu là l'occasion de prendre ce que l'organisation sociale actuelle leur refuse. D'une multitude d'actes individuels, le pillage s'est transformé en acte social. La masse des pauvres, écartée de tout, même du peu qui est nécessaire pour survivre correctement, pouvait enfin prendre aux riches.

Oh, malheureusement pas aux plus riches - ceux-là placent le plus gros de leurs fortunes ailleurs, dans les grandes banques d'occident. Les principales victimes du pillage ont été des commerçants petits, moyens et quelques gros. Ce sont les fantassins de la bourgeoisie et ses sous officiers voire quelques lampistes exerçant leur commerce dans les quartiers populaires, qui ont payé pour la misère que les grands bourgeois imposent à l'immense majorité de la population.

Et puis, les pauvres ne faisaient que se servir, ils ne s'en prenaient pas aux riches capitalistes, à leur mainmise sur l'économie, loin de là. Mais les possédants ont dû quand même sentir monter, au long de leurs échine, le frisson devant la menace que représentent pour leurs richesses ces masses pauvres qui ne respectaient plus leurs propriétés.

Eux qui ont l'habitude de prendre aux pauvres ne peuvent pas accepter que les pauvres prennent à eux. Il fallait que l'ordre soit rétabli. Konan Bédié, déconsidéré, n'était plus en situation de le faire. Guéi l'a fait - en tout cas, pour le moment. L'armée française, présente, a renforcé ses effectifs pour montrer qu'elle est là pour le cas où Guéi ne réussirait pas à "rétablir l'ordre". Mais vis à vis de Bédié, elle n'a assuré que le service minimum : lui permettre de quitter le pays. Pour l'ex-puissance coloniale, Bédié n'était qu'une marionnette, malgré ses

rodomontade de la semaine dernière. Une fois usé, il ne servait plus à rien.

Mais l'ordre ainsi rétabli est le même qu'avant la chute de Bédié. Pas seulement parce que, en les convoquant tour à tour, Guéi montre qu'il entend gouverner, en gros, par l'intermédiaire des mêmes préfets, des mêmes notables, et peut-être, des mêmes hommes politiques déconsidérés et évidemment, de la même armée. Mais aussi, parce que ce sont les mêmes bourgeois, Ivoiriens, Français et bien d'autres qui dominent une économie où les ouvriers doivent considérer comme une chance même un travail aléatoire et mal payé, où les paysans crèvent de pauvreté,

Alors, il ne faut pas bercer de faux espoirs : les classes pauvres ne changeront pas leur sort par procuration. Les illusions ne rempliront pas les marmites, ne feront pas augmenter les salaires ni baisser les prix. Encore moins si ces illusions s'adressent à l'armée, aux forces de répression dressées pour tenir les pauvres tranquilles.

Et il serait encore plus dangereux pour les travailleurs et pour les pauvres de se réjouir – ou, pour certains, se désoler – sur la base de sentiments ethniques. Guéi ne fera pas plus le bonheur de tous les Yakoubas ou tous les gens de l'Ouest que Bédié n'a fait le bonheur de tous les Baoulés. Pour les travailleurs et les pauvres qui, quelles que soient leurs ethnies, n'ont reçu que des coups des patrons, des riches et de leur Etat, sous Houphouët comme sous Bédié, la seule voie reste l'unité entre travailleurs de toutes les ethnies pour défendre leurs communs intérêts de classe.

C'est en refusant toute division ethnique, consciemment, que les travailleurs et les pauvres peuvent forger leur unité de classe. L'entente entre exploités seule peut leur donner la force de résister à l'accroissement incessant de l'exploitation pour ceux qui ont du travail et de la misère pour ceux qui n'en trouvent même pas. C'est aussi la seule façon de s'opposer à la montée de l'ethnisme avant qu'il puisse tourner en guerre ethnique et une catastrophe à la Libéria ou à la Rwanda.

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" – cette phrase n'a rien perdu de son actualité. Le véritable changement s'annoncera lorsque les masses pauvres auront dépassé le stade du pillage ; lorsque les classes laborieuses affirmeront consciemment et fièrement leurs droits, non pas à dérober quelques marchandises dans les magasins appartenant aux riches, mais à exproprier les capitalistes dans leur ensemble et à prendre en main la direction de l'économie pour qu'enfin elle soit destinée à assurer le nécessaire pour tous et pas des profits extravagants et une richesse scandaleuse pour une petite minorité de parasites ;

LE RÉGIME MILITAIRE S'INSTALLE

Que le coup d'Etat ait été préparé de longue main par Guéi ou qu'il ait été simplement sollicité par les initiateurs de la mutinerie ou par la hiérarchie militaire pour qu'il prenne la tête du putsch, ce qui est certain c'est que c'est Bédié lui-même qui a créé les conditions politiques du coup d'Etat.

Les conditions intérieures d'abord. Les outrances contre Alassane Ouattara, l'arrestation de l'état major du RDR et même la tournure prise par la démagogie ethniste du clan du président, avaient de quoi inquiéter la classe dominante elle-même.

Elle reconnaissait sans doute à Bédié le droit de se livrer à une démagogie crapuleuse, mais pas au point de risquer un désordre préjudiciable aux affaires. En outre, la classe possédante non seulement savait qu'elle n'avait rien à craindre d'Alassane Ouattara, mais une partie d'entre elle considérait - à tort ou à raison - l'ex-premier ministre de Houphouët plus compétent pour gérer les affaires de la bourgeoisie que Bédié. Dans l'appareil d'Etat lui-même, voire dans l'armée comme allait le montrer par la suite la composition du Conseil national de salut public mis en place par Guéi, Alassane Ouattara a conservé nombre de partisans. Cela ne signifie pas forcément ni qu'il soit pour quelque chose dans le coup d'Etat, ni qu'il ait été fait pour le porter au pouvoir, ni surtout que ceux qui l'ont aujourd'hui aient envie de le lui céder demain. Alassane Ouattara, pratiquement mis hors de la course présidentielle par Bédié, a cependant doré et déjà gagné d'être de nouveau dans le coup, et avec de bonnes chances, au cas où Guéi et l'armée faisaient ce qu'ils promettent : quitter

le devant de la scène politique pour laisser le gouvernement aux politiciens.

En tout cas, la guerre politique et même juridique menée par Bédié depuis plusieurs mois contre un rival qui n'était pas plus mal vu des possédants que lui-même, confirmée par le discours plein de morgue à la vieille même de sa chute, a fait que c'est lui qui passe pour un apprenti dictateur et les militaires qui l'ont renversé pour des "libérateurs".

De toute évidence, Bédié et son entourage ont mal apprécié le rapport de force dans l'appareil d'Etat. Ils ont aussi mal apprécié la protection dont ils bénéficiaient du côté de la France.

Konan Bédié était, certes et de longue date, l'homme de l'impérialisme français. Derrière la rivalité Bédié et Ouattara, il y avait, très discrètement, une rivalité entre la France se cramponnant au plus important de ses pré-carrés africains et les Etats-Unis qui ont une certaine inclination pour l'ex-directeur général adjoint du FMI Alassane Ouattara qu'ils connaissent bien. Si Guéi se révélait comme un simple homme de transition pour permettre à Alassane Ouattara d'accéder "démocratiquement" au pouvoir, cela serait sans doute le signe d'un recul de l'influence de l'impérialisme français au profit de l'impérialisme américain.

Mais l'impérialisme français pouvait lui-même avoir pris des distances par rapport à Bédié avant même que ce dernier tombe. Il savait le régime usé et corrompu. Oh, ce n'est pas la corruption en elle-même qui gêne les puissances impérialistes : non seulement c'est leur pratique

courante, mais c'est aussi, avec la force militaire, un des ingrédients de leur système de domination. Mais le pillage a vidé les caisses de l'Etat ivoirien. Les institutions internationales de la bourgeoisie, du FMI à la commission européenne ont commencé à geler prêts et aides. La chute du prix des matières premières, catastrophique pour les paysans, affecte cependant aussi les caisses de l'Etat. Le gouvernement était au bord de la faillite. Que Bédié soit incapable de payer ses enseignants passe encore. Mais ne pas payer ses militaires était dangereux. Leur voler leur solde encore plus. Bédié croyait pouvoir gruger tout le monde, y compris ces forces de répression sans lesquelles il n'était rien.

Même à supposer que les dirigeants politiques de l'impérialisme français aient été pris de court lorsque Guéi a posé sa candidature pour un fauteuil présidentiel encore occupé par Bédié – ce qui n'est pas certain – ils ont fait le choix de ne pas intervenir pendant ces deux jours fatidiques des 24 et 25 décembre où, la gendarmerie encore hésitante, l'issue de l'affrontement entre les deux camps semblait incertaine. Ils n'avaient aucune raison de courir le risque d'aggraver une situation déjà explosive simplement pour sauver un homme de main fait pour être jeté après usage. D'autant moins qu'ils connaissent Guéi, cet ancien de l'école militaire française de Saint-Cyr-Coëtquidan, cet ancien chef d'état major de Houphouët-Boigny. Ils savaient que si le fait d'avoir été limogé par Bédié vaut à Guéi une réputation de "libéral" et de "républicain" et surtout, les flatteries d'un Laurent Gbagbo – aussi paillasson qu'à son habitude – et de la "gauche" sauce FPI, le chef du Conseil national du salut public n'a rien d'un tendre. Les contestataires des années 1990-91 en savent quelque chose. Et puis,

Paris n'avait aucune raison de mettre des bâtons dans les roues de Guéi alors que la bourgeoisie expatriée française elle-même semble avoir choisi dès le début Guéi et redouter une intervention intempestive des militaires française stationnés à Port Bouet, à quelques kilomètres seulement des centres du pouvoir.

L'armée française s'est donc contentée de quelques déplacements de troupes vers la Côte d'Ivoire, histoire de montrer qu'elle était là au cas où... Dès lors le destin de Bédié était scellé. Et la Côte d'Ivoire qu'on osait présenter comme un modèle de démocratie en Afrique, a basculé à son tour vers le régime militaire. Il est vrai que le comportement de Bédié a amplement montré que dans cette "démocratie", l'élection présidentielle n'était fait que pour conforter le pouvoir de celui qui le détient, mais pas pour permettre une alternance. Même si l'armée se retirait pour permettre des élections, il aura été démontré que dans cette démocratie-là, ce sont les mitrailleuses et pas les urnes qui assurent l'alternance, même lorsque la concurrence électorale oppose deux forces politiques aussi peu distinctes l'une de l'autre que le PDCI et le RDR.

Pour le moment, à part la personne de celui qui occupe le Palais présidentiel, le régime militaire ne se distingue guère du régime PDCI où les forces de répression étaient déjà omniprésentes. Guéi n'a pas interdit les partis qui, il est vrai, ont tous fait acte d'allégeance. Le chef du CNSP bénéficie d'une sorte de consensus du côté des forces politiques établies, le PDCI désorienté rejoignant le FPI et le RDR dans le soutien au régime militaire. Les origines ethniques Yakouba du nouveau président lui valent, aussi, pour le moment une sorte de consensus entre ceux du Nord et ceux du Sud.

Mais tout cela ne remplit pas les caisses de l'Etat et le côté "salut public" du nouveau conseil risque de se manifester par de nouveaux sacrifices demandés à la population. En outre les militaires qui avaient déjà les mains libres pour racketter la

population peuvent avoir l'impression, avec leur chef au Palais présidentiel, de les avoir encore plus libres. Autant dire que si la stabilisation de la situation ravira les possesseurs de capitaux, elle n'apportera rien de bon pour les masses laborieuses.

LA DERNIERE RODOMONTADE DE BEDIÉ AVANT SON EVICTION

Moins de 48H avant sa destitution, Bédié disait dans son discours : "La souveraineté nationale est ce que nous devons transmettre aux générations qui n'ont pas connu les combats de l'indépendance". Quelques jours auparavant, son griot Fologo disait, lui, "depuis 39 ans, nous ne recevons plus d'ordre de l'extérieur".

coûtent rien. Tant pis pour ceux qui ont applaudi et qui ont cru.

Parce que le patron de la souveraineté nationale est allé, lui, se réfugier tout droit dans les bras de l'armée française. Il s'est souvenu, devant le danger, que ses maîtres étaient là, en Côte d'Ivoire, pour le protéger... jusqu'à ce qu'ils le lâchent, quand il ne leur sera plus utile. C'est le comportement de la plupart des serviteurs déchus.

Pour les auteurs de ces discours, ce sont des paroles creuses qui ne leur

LES MILITAIRES AU POUVOIR NE METTRONT PAS PLUS FIN A LA CORRUPTION ET AUX DETOURNEMENTS DE FOND QUE LES CIVILS QUI LES ONT PRECEDE

Robert Guéi, le nouveau maître de Côte d'Ivoire, a dit qu'il allait procéder à un audit des finances de l'Etat et que, si à la suite de cet audit il se révélait que les caisses de l'Etat ont été dilapidées par les membres du gouvernement de Bédié, il allait les poursuivre en justice et les obliger à rembourser l'argent volé.

lui-même a fait partie des hauts dignitaires du pouvoir, sous Houphouët comme sous Bédié, pour le savoir. Il a profité de tous les privilèges liés aux différents postes qu'il a occupés. Et si on faisait un "audit" sur sa propre fortune, on y découvrirait que ce qu'il possède dépasse largement ce que son seul salaire lui aurait permis d'obtenir.

Tout le monde sait en réalité que les caisses de l'Etat sont littéralement pillées depuis fort longtemps, depuis l'époque d'Houphouët Boigny. Guéi,

Seulement, aujourd'hui Guéi veut

jouer au "monsieur propre". Il dit qu'il va "nettoyer la maison" avant de le rendre aux civils. Il laisse croire qu'avec les militaires au pouvoir, ça va

changer en matière de corruption et de détournements de fonds. Mais s'il y a des naïfs qui croient à ses balivernes ils seront vite déçus.

AVEC OU SANS BEDIE, AUX PAUVRE DE PAYER !

Juste avant le coup d'état, le gouvernement avait annoncé une augmentation des taxes sur l'eau, le courant et le téléphone. Celle-ci passe de 11,11% à 20%. Soit près de 9% d'augmentation.

Ajouté à ça, malgré toutes les augmentations qu'a connu le carburant depuis le mois d'août, le gasoil vient encore d'augmenter de 15F sur le litre.

On a tous entendu les premiers discours de Guéi qui dénonçaient particulièrement, et à juste raison, l'augmentation inacceptable des prix des carburants et la cherté du coût de la vie. C'étaient des discours qui sonnaient bien dans les oreilles de tout ceux qui vivent de leur travail pour subvenir à leurs besoins.

Mais ce n'étaient que des

discours qui ne lui coûtent rien. Encore moins aux riches, tant que ça reste des discours. Quant aux travailleurs, les discours n'ont jamais rempli leurs marmites.

On peut d'ailleurs parier que Guéi ne reviendra pas sur les prix des carburants. Ne serait-ce que son prix d'avant le mois d'août. Quant à l'augmentation des taxes sur l'eau, l'électricité et le téléphone, il est capable de nous dire que les caisses de l'état sont tellement vide que...

Et pourtant, si les caisses sont vides, il n'a qu'à prendre l'argent auprès de ceux qui en ont. C'est à dire les capitalistes, dirions-nous. Mais Guéi ne fera rien de tout ça. Il représente avant tout les intérêt de la classe bourgeoise.

**GUEI, AVEC GBAGBO ET OUATTARA OU PAS,
EST DANS LE MEME CAMPS QUE BEDIE :
CELUI DES RICHES**

Tous ceux des travailleurs et de la population pauvre qui pensent que leur vie sera mieux avec l'armée au pouvoir seront très vite déçus. Faut-il seulement le rappeler, que Robert Guéi était un des chef de l'armée depuis Houphouët, et même ministre sous Bédié ?

De plus, l'armée bourgeoise est au service de la bourgeoisie, contre les travailleurs et la population pauvre. Il n'y a rien de bon à attendre de ces gens. Bien au contraire. Sous prétexte de sécurité, ce sont encore le peu de libertés qui existe qui risque de disparaître avec l'armée au pouvoir.

BONGO "TOLERE" LE POUVOIR MILITAIRE ... EN COTE D'IVOIRE

Omar Bongo, le dictateur du Gabon a déclaré qu'il "tolère" l'arrivée des militaires au pouvoir en Côte d'Ivoire "à condition" qu'ils procèdent aux élections prévues pour octobre prochain.

Bongo a certainement attendu

que ses maîtres, à savoir les dirigeants de l'impérialisme français, se prononcent sur le sort de Bédié pour leur emboîter le pas. Il y va de son avenir car si ses protecteurs de Paris le lâchaient il ne tarderait pas à subir le même sort que Bédié. Alors il a intérêt à marcher au pas.

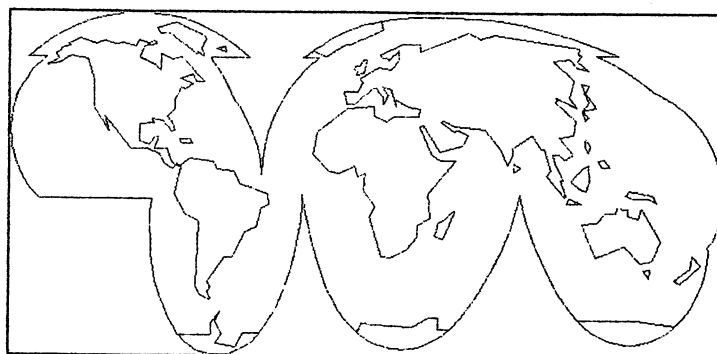
KONARE EMBARASSE PAR UN "AMI" INDESIRABLE

Chassé du pouvoir par les militaires, lâché par ses protecteurs de Paris, le président ivoirien a effectué une petite tournée à l'intérieur du continent africain histoire de trouver quelques soutiens parmi ses paires. Mais la récolte est plutôt maigre. En revenant d'Abuja, au Nigéria, où le Général Obasanjo ne l'a soutenu que du bout des lèvres, Bédié a voulu faire un tour par Bamako, avant de rejoindre son ami, le dictateur Eyadéma au Togo. Mais à Bamako son "ami" Konaré s'est débrouillé pour ne pas être présent sur les lieux ce jour-

là. Il a envoyé à l'aéroport un de ses sous-fifres pour accueillir Bédié.

Décidément, Bédié est devenu un "ami" plutôt encombrant pour ses pairs africains même si l'OUA a publié un communiqué purement formel condamnant le coup d'Etat en Côte d'Ivoire. L'attitude de Konaré comme des autres chefs d'Etat africains est due surtout au lâchage de Bédié par les dirigeants de l'impérialisme, français notamment. Leurs valets africains ne font que suivre la voix du maître.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

GBAGBO, UN DEMAGOGUE AU SERVICE DES RICHES

"*Quand deux personnes ont le même diplôme et que l'un d'entre eux a du travail dans les deux semaines qui suivent. Tandis que l'autre chôme. Sont-ils égaux, demande Laurent Gbagbo à la foule venue l'écouter à Ayamé, il y a quelques jours ?*" *Non*, lui répond la foule. Et le président du FPI d'ajouter : "*C'est pourquoi il faut changer de gouvernement*".

On se demande comment par le simple fait de changer de gouvernement, disons-le, avec Gbagbo

au pouvoir, au côté de Guéi et de Ouattara, les deux diplômés deviendraient-ils par enchantement égaux ? Parce que dans ce monde, ce ne sont pas les diplômés qui comptent. Un étudiant issu de la basse classe, avec un BTS en poche, touche un salaire de l'ordre de cent milles francs par mois. Autant dire une misère à côté des sacrifices consentis par ses parents. Gbagbo le sait. Mais le camp qu'il a choisi l'empêche de le dire. Parce que son rêve, c'est de servir cette couche de riches parasites.

LE SON DE LA XENOPHOBIE : BEDIE, GBAGBO, MEME SON DE CLOCHE !

"*Si jamais Alassane est Burkinabé, je porterai plainte contre le PDCI*". Ce ne sont pas des propos d'un xénophobe notoire qu'est Pépé Paul. Mais ceux de Gbagbo.

Après ce qui est arrivé à Tabou, malgré tous les "*dérapages*" xénophobe qu'on a connu depuis le poison de "*l'ivoirité*", il faut être une sacrée pourriture pour tenir de tels discours qui alimentent les propos xénophobes de Bédié.

Mais aujourd'hui, la donne a changé. Bédié est débarqué. "*L'ivoirité*" n'est plus à la mode. Gbagbo sera associé au nouveau pouvoir. Dans ces conditions, les riches lui demanderont de changer de musique. Ce sera dans le genre : les caisses sont vides. Nous demandons aux travailleurs de se serrer la ceinture... dans l'intérêt national.

Quand on a choisi le camp des riches, c'est ça.

L E U R S O C I E T E

PAROLE DE CES GENS QUI NOUS GOUVERNENT

Laurent Dona Fologo, "*en mission*" à Paris, à peine quelques jours avant de se retrouver en mission à Akouédo, disait aux journalistes : "*nous souhaitons être parmi les pays pauvres*".

Pourquoi pas ? Après tout, lui et tous les riches qu'il représentait, ça ne leur gênait pas. Ce n'est pas eux qui vivent dans la pauvreté. D'ailleurs, il a tenu ces propos depuis un

restaurant Parisien, "*le petit Colombier*", côté, nous dit-on, dans le hit parade des 50 restaurants les plus chers au monde. Si c'est ça être parmi les plus pauvres, c'est pas mal. Sauf que l'argent avec lequel ce monsieur se permettait de s'offrir un tel restaurant, ce n'était pas par son travail qu'il le gagnait. Mais C'est en puisant dans les caisses d'un pays dont sa population, oui, est parmi les plus pauvres du monde. C'est ça qui est scandaleux et révoltant.

LES POLITICIENS AUX ORDRES DES CAPITALISTES : L'EXEMPLE DU GROUPE IPS

La presse a largement rapporté la célébration du 63ème anniversaire du "*Prince Aga Khan*", le propriétaire du groupe IPS. La cérémonie organisée le mardi 14 décembre par les dirigeants locaux de ce groupe capitaliste, a réuni le gratin des milieux économique et politique, dont une demie douzaine de ministres et plusieurs ambassadeurs. Rappelons que le groupe IPS a la main mise sur plusieurs entreprises : Filtisac, Fibako, Allpack, Oléatech (l'usine ex-palminindustrie, situé à Vridi), Tôle Ivoire, Ivoiral, CIDT, la centrale électrique Azito, et bien d'autres usines de moindre importance. Le groupe est aussi présent dans toute la sous région.

Evidemment, comme tout bon capitaliste, les responsables du groupe IPS ont dit qu'ils opèrent dans ce pays "*pour le bien-être de la population et les besoins de ceux-ci*".

Si ce genre de discours peut tromper certains, ce ne sont certainement pas les ouvriers et les employés du groupe IPS qu'ils tromperont. La réalité de ce qu'ils vivent est bien à l'opposée des discours tenus.

D'ailleurs, pas plus tard que le lendemain, c'est-à-dire, le mercredi 15 décembre, Oléatech, annonçait la mise en chômage technique pour 2 mois de 120 travailleurs, sous prétexte de

L E U R S O C I E T E

problème d'approvisionnement en matière première (amendes de palmiste et de coprah). Sauf que selon les ouvriers, leur cadence de travail, depuis la privatisation, a multiplié par 3,5. De sorte que la production annuelle est terminée en 3 mois. Pour les ouvriers, cela représente en 3 mois le travail de 12 mois. De plus, les ouvriers dénoncent leur condition de travail. Dans un environnement huileux, donc glissant, ils n'ont, par exemple, même pas de chaussures de sécurité.

Le jeudi 16 décembre, ce sont des ouvriers de Filtisac qui s'étaient révoltés des bas salaires et des conditions de travail. Ils l'ont manifesté en se mettant en grève ce jour-là. Ici encore, IPS a fait appel aux forces de l'ordre pour mater les

travailleurs.

Le monde des riches et le monde politique à leur service peuvent toujours avancer des beaux discours sur le développement et le social. Ça n'enlève rien à la réalité. D'ailleurs, pour la petite histoire, lors de cette toute dernière grève des ouvriers de Filtisac, le journal "Notre Voie" alerté par les ouvriers avait bien envoyé un journaliste sur les lieux de la grève. Il avait assisté de bout en bout les événements qui se sont déroulés ce jour-là. Mais pas une seule ligne n'est parue dans ce journal. La main de Gbagbo est probablement passé par-là, occupé qu'il est à bien paraître devant ses maîtres messieurs les capitalistes. Quant aux ouvriers, il leur donnera bien un beau petit discours dans leur quartier à Abobo.

LE GROUPE SIFCA : CA MARCHE POUR EUX

Voilà un groupe qui, depuis 1995, a mis la main sur Cosmivoire (huile et produit cosmétique), Jean Abile Gal (café-cacao), SAPH (Hévéa), Filivoire (sacherie), Ivoiris, etc. Le groupe Sifca vient de racheter la société des huileries du Bénin. Il y a juste quelques jours. Ce groupe a aussi mis main à la SIR (raffinerie de pétrole, dont l'Etat ivoirien mettait en vente 37% de ses actions) pour 40 milliards dont plus de la moitié, payé cache.

Cette main mise de la Sifca sur la SIR est loin d'être claire : Sifca a réussi le tour de magie de s'acquérir le marché avec 40 milliards. Alors qu'un opérateur Nigérian en proposait, lui, 111 milliards. L'offre de ce dernier a disparu comme par enchantement. Eh oui, le monde capitaliste n'a rien de vraiment transparent. Encore moins, quand on apprend dans les coulisses que Sifca = Bédié. C'est ce qui permet peut-être d'éclaircir un peu cet équation pour le moins obscure.

BURKINA FASO :
UN AN APRES L'ASSASSINAT DE NORBERT ZONGO

Plus d'un an après l'assassinat de Norbert Zongo (journaliste, directeur de "l'Indépendant") ainsi que de ses trois compagnons, le 13 décembre 1998, les assassins courent toujours tandis que le pouvoir de Compaoré fait mine de les rechercher.

La vérité est que Compaoré voulait enterrer cette 'affaire Zongo' au plus vite, avant qu'elle ne s'ébruite, d'autant plus qu'il y est directement ou indirectement impliqué. Zongo et ses compagnons enquêtaient en effet sur l'assassinat du chauffeur du frère du chef de l'Etat burkinabé lorsqu'eux-mêmes ont été tués. Leur enquête aurait établi que l'assassinat du chauffeur aurait été effectué par des membres de la garde présidentielle et probablement dans l'enceinte même du bâtiment présidentiel.

L'assassinat de Zongo et de ses compagnons a suscité une indignation relativement importante au sein de la population ouagalaise notamment, d'autant plus qu'elle a été relayée par les partis de l'opposition au régime de Compaoré, regroupés au sein d'un "Front National" intitulé "Groupe du 14 février" créé par Norbert Zongo lui-même. Un mouvement de mobilisation s'est créé autour de cette affaire. Plusieurs manifestations ont eu lieu au cours de l'année écoulée. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Ouagadougou, bravant les menaces des forces de l'ordre. Le 27 novembre 1999, près de 10 000 personnes ont manifesté. Puis, le 13 décembre 1999, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du Zongo et de ses amis, 30 000 personnes s'étaient rassemblées rien que dans la capitale.

Cette mobilisation qui s'est maintenue toute l'année avait déjà contraint Compaoré à faire quelques concessions de forme, comme par exemple celle d'accepter de créer, en mars 1999, une "commission d'enquête indépendante" pour faire la lumière sur cette affaire. Mais cette prétendue commission d'enquête s'est contentée du strict minimum. L'assassinat de Norbert Zongo et de ses compagnons n'a pas du tout été éclairci. Par contre trois membres de la garde présidentielle ont été arrêtés dans le cadre de l'assassinat du chauffeur. Autant dire que cette commission d'enquête n'a servi à rien puisque Zongo lui-même avait déjà dévoilé six noms parmi les gardes-présidentiels impliqués dans ce meurtre.

Les manifestations de protestations continuant, Compaoré mit sur pied, quelques mois plus tard un "conseil de sages" constitué par des hauts dignitaires choisis par lui-même. Ce conseil avait pour mission de "faire la lumière sur tous les crimes impunis depuis 1960". Encore une autre manière d'enterrer l'affaire du meurtre qui gêne le plus le pouvoir actuel. L'autre objectif, celui-là officieux, du "conseil des sages" est de chercher parmi les politiciens de l'opposition actuelle ceux qui seraient susceptibles de participer à un éventuel "gouvernement d'ouverture".

Un certain nombre de politiciens "opposants" seraient probablement tentés par cette perspective d'aller à la mangeoire gouvernementale. Mais il n'y a pas de place pour tous. Alors, est-ce que cette dernière manœuvre sera payante pour dégonfler la

mobilisation et les manifestations de protestation ? Rien n'est sûr. Néanmoins il reste toujours à Compaoré le choix de faire intervenir brutalement sa force de répression contre les manifestants. Si jusqu'aujourd'hui il ne l'a pas fait ce n'est certainement pas à cause du fait qu'il se prétend un fervent partisan de "l'Etat de droit" et qu'il a été tout récemment glorifié par les dirigeants de l'impérialisme (américain notamment) comme le meilleur élève de la "bonne gouvernance" en Afrique. Car rappelons-le tout de même que le régime de Compaoré est un régime dictatorial. Norbert Zongo est loin

d'être le seul à avoir été assassiné par les sbires de Compaoré. Ce qui ne l'a pas empêché jusqu'à présent de bénéficier du soutien des dirigeants de l'impérialisme français et américain dont il défend les intérêts au Burkina Faso. Mais rien ne dit non plus que ces mêmes dirigeants ne le lâchent pas demain s'il devient incapable de maintenir l'ordre pour la bonne marche des affaires des capitalistes au Burkina Faso. L'exemple du lâchage de son voisin Bédié par la France et par les USA est là pour montrer que les dirigeants impérialistes peuvent très bien changer de cheval sans état d'âme lorsqu'un des leurs est trop usé.

TCHETCHENIE :
LA POPULATION ECRASEE
POUR REMPORTE LES ELECTIONS

Les résultats des élections législatives qui ont eu lieu le 19 décembre dernier en Russie, ont donné 25% des voix au parti communiste russe, talonné par le bloc électoral Unité soutenu par Boris Eltsine et son premier ministre Poutine.

C'est donc pour gagner les récentes élections législatives afin d'être en meilleure posture pour l'élection présidentielle, que le Kremlin a rallumé la guerre de Tchétchénie (commencée en 1994 et terminée en 1996 par la signature d'un accord de paix).

Ces résultats électoraux ont agréablement surpris ces deux derniers, car quelques mois seulement avant ces élections, tous les pronostics les ont donnés perdants, y compris pour la présidentielle prévue pour juin prochain. On comprend donc leur satisfaction pour les résultats des législatives qui ont relégué loin derrière eux le tandem Loujkov-Primakov (l'actuel maire de Moscou et l'ancien premier ministre) qui passaient pour des adversaires susceptibles de les battre à ces deux élections.

En effet, c'est à la suite des attentats à Moscou faisant près de 300 morts - attentats provoqués vraisemblablement par des services secrets russes- mais attribués à des "terroristes tchétchènes" que le Kremlin a déclenché la guerre contre ceux-ci en faisant bombarder des prétendues "bases terroristes", mais en fait des villages de Tchétchénie ou des quartiers de la capitale, Grozny. Depuis des mois, la population tchétchène est pilonnée à l'artillerie lourde, écrasée par une pluie de bombes, entraînant des milliers de morts et des dizaines de milliers de

réfugiés.

Juste à la veille des dernières élections législatives, Grozny était complètement encerclée et menacée d'une prise d'assaut imminente par les forces russes. Cette guerre contre la Tchétchénie a tenu lieu de programme électoral et a semblé momentanément faire oublier à la population l'appauvrissement grandissant auquel elle est confrontée.

Si les dirigeants russes s'accrochent au pouvoir, c'est que cela leur permet, à eux et à leur clan, d'amasser des fortunes colossales, à l'instar des autres "nouveaux riches" qui pillent les richesses du pays.

De plus, la guerre contre la Tchétchénie ne vise pas seulement à briser l'idée d'une "autonomie" ou d'une "indépendance" tchétchène susceptible de contaminer d'autres pays de la fédération de Russie. Elle a aussi comme objectif de ne pas laisser aux nationalistes tchétchènes les retombées des gisements pétroliers de la mer Caspienne devant transiter par la Tchétchénie pour l'Occident.

Par ailleurs, les dirigeants

russes considèrent la guerre en Tchétchénie comme une "affaire intérieure", et les puissances occidentales qui l'ont comprise aussi comme telle leur ont laissé les mains entièrement libres pour mener cette sale guerre. A part des déclarations hypocrites sur cette guerre, il n'y a pas eu la moindre condamnation de leur part. Mais il est vrai qu'elles-mêmes ont mené des guerres criminelles à travers le monde et qu'elles ne sont pas mieux placées que la Russie pour faire à celle-ci la leçon.

La guerre en Tchétchénie soutenue par une campagne chauvine et xénophobe a permis à Eltsine et à son dauphin Poutine d'avoir de "bons" résultats aux dernières élections législatives et d'être peut-être en bonne posture pour l'élection présidentielle de juin 2000. Mais de toute façon, la population n'a rien à attendre ni des récentes législatives ni de la future présidentielle. Car même dans l'opposition, il n'y a aucun candidat qui prenne en compte les intérêts des travailleurs et des petites gens. Ceux-ci ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs luttes pour améliorer leur sort.

*

*

*

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.